# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, NO 49 RUE DU CHANTRE.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 4 OCTOBRE.


## OBSERVATIONS IMPORTANTES.

Nous prions les citoyens qui désirent voter en novembre prochain de prendre note:

1°. Que les certificats d'enregistrement 1868 ne sont plus valables;

2°. Que ceux qui, enregistrés en 1870, ont depuis changé de Ward, doivent se faire enregistrer dans le Ward de leur nouveau domicile;

3°. Que les bureaux d'enregistrement doivent fermer dix jours avant l'élection, et qu'il est bon de ne pas attendre au dernier moment.

4°. Que ceux qui se sont fait enregistrer en 1870 doivent s'assurer que leur certificat n'est pas égaré avant la fermeture de l'enregistrement.

## Un Document Municipal.

M. Shaw, administrateur des Comptes Publics, vient de publier son dernier rapport sur la situation financière de la ville et à cause de cela même nous lui devons un compliment car il n'était pas tenu légalement à ce travail. Mais il est possible qu'il ne juge pas le compliment très flatteur. M. Shaw a su se rendre compte des affaires municipales dans leur ensemble, mieux que ne l'a fait aucun de ses prédécesseurs dans le département qu'il a administré. Nous parlons, bien entendu, d'une période de temps limitée, ne voulant en aucune manière établir une comparaison entre le gouvernement municipal tel qu'il existait avant la guerre et le gouvernement municipal qui a suivi cette triste phase. Le premier, bien qu'il fut à la fin devenu un peu dissipateur, avait cependant maintenu le budget des dépenses dans de certaines limites qu'il n'osait pas dépasser. Aussi le développement de la ville était-il continu et rapide, sans qu'on vit poindre nulle part une raison majeure d'interruption, d'entrave ou de découragement.

Le second gouvernement, au contraire, en dépensant follement, ineptement, criminellement, tous les revenus de la ville, et en élevant ses dépenses à un chiffre que ne justifiaient pas ses ressources, la engagée dans une voie rainense qui se traduit aujourd'hui en une dette dont les intérêts seuls absorbent plus de la moitié de ses recettes, bien que ces recettes, par des taxes sauvages, aient été portées au double de ce qu'elles étaient autrefois. Nous ne recommandons, quant à nous, de légitime, en fait de dettes, que les millions émis pour remplacer les billets de ville, que les Confédérés firent apporter pour laisser tomber quand il était si facile d'en maintenir le crédit, et ensuite les bons fournis pour l'achat des water-works, en tout $5,500,000 au plus. Ces deux dettes réunies à l'ancienne dette consolidée, qui avait été réduite de beaucoup avant la guerre, ne formeraient aujourd'hui qu'un total de 10 ou 11 millions au plus. Tout le reste se compose de dettes illégitimes et ce reste ne va pas à moins de 17 millions, de 18 millions dont on ne voit nulle part des traces, comme représentation de dépenses, si ce n'est sur les livres de M. Shaw et de ses prédécesseurs sous le régime radical.

Voilà ce que M. Shaw n'a pas étudié et ce dont il ne parle pas dans ses divers rapports. C'est une lacune grave, car c'est là qu'est la condamnation du régime radical qui a produit les maux que M. Shaw lui-même expose aujourd'hui. Il en cherche le remède, et indique quelques moyens qui ne sont pas sans valeur. Mais le seul plus efficace ces moyens serait tout simplement de couvrir le déficit de $700,000 sur l'exercice de 1872.

Ne qui peut répondre que le déficit n'ira pas au-delà? M. Shaw se borne à ce chiffre, parce qu'il suppose que le trésor municipal ne fera sur la collection des taxes de cette année que la perte ordinaire, c'est-à-dire une perte de 5 pour cent. Mais il y a déjà dans la perception de la taxe de 1871 un arriéré de $1,300,000 au moins. N'est-ce là que le 5 pour cent? C'est plus d'un tiers de la taxe estimée sur la base d'un assessement de 135 millions.

C'est donc 40 pour cent au moins qu'il faut dire. Il est vrai que cet arriéré il rentrera quelque chose, mais beaucoup moins qu'on ne pense; d'abord, parce que les contribuables sont réellement dans l'impuissance de payer des taxes aussi démesurées, ensuite, parce qu'ils comptent sur le changement que les élections de novembre doivent opérer dans l'administration de la ville. Ont-ils tort? ont-ils raison? C'est ce qu'un avenir très rapproché nous apprendra; mais, ce qui est certain, c'est que rien ne peut les forcer à payer avant les élections. Par conséquent, pouvant attendre, ils attendront. M. Shaw n'a ni prévu, ni calculé cette nouvelle chance de déficit. En conséquence, au lieu de porter le déficit à $700,000, nous pensons qu'il faut le porter au moins au double, et que l'exercice de cette année se résoudra par une nouvelle émission de $1,400,000 de bons. Voilà la vérité.

Les premiers chiffres de M. Shaw sont donc basés sur une supposition erronée; mais, s'il y a erreur, peu lui importe: Ce n'est pas lui qui en supportera la responsabilité, car il ne sera plus au Conseil de ville quand un déficit double de celui qu'il établit dans son rapport, sera signalé.

Après cela, M. Shaw avec un louable esprit de réforme, cherche, comme nous le disions plus haut, les moyens d'équilibrer sérieusement le budget; mais ses vues ne sont pas bien étendues; il cherche ces moyens et ne les trouve que dans une diminution de dépenses, diminution excessivement limitée et qui ne suffirait pas; car il faut non seulement combler son déficit à lui et ensuite le nôtre qui est du double, il faut encore arriver à une diminution de taxes pour faire cesser enfin l'expropriation des contribuables. M. Shaw nous paraît pratiquer cette économie quand il ajoute qu'il ne faut pas penser à une augmentation de charges foncières, celles-là étant déjà dépassant déjà les revenus que la propriété peut donner.

C'est là un préjugé de la part d'un homme élevé à l'école radicale. On serait tenté de croire que M. Shaw est chauve, ou veut devenir propriétaire, et qu'il prévoit le moment où, comme dit l'ancien directoire: "Que ces fonctions publiques gratuitement salariées, il ne sera plus que cela. C'est une triste qualité en effet que celle de propriétaire quand on n'en a pas d'autre aujourd'hui. Mais pourquoi?

Nous trouvons dans le rapport que nous analysons des considérations très justes sur les frais que coûtent les travaux de la ville, exécutés comme ils le sont sous le système actuel, et des renseignements tout aussi acceptables sur le jugement de la cour relatif à la constitutionnalité des taxes de licences.

Sur le premier point, M. Shaw donne, en raison à l'opinion que nous avons émise si souvent en matière de travaux publics. Dans de grands États, où il s'agit d'œuvres d'art, nous admettons pleinement que ces œuvres soient conçues et exécutées par le gouvernement même. En pareils cas, il ne faut pas lésiner sur le salaire des ouvriers habiles ni sur celui des artistes. On n'y perdrait beaucoup plus à faire exécuter les travaux à moitié prix par des entrepreneurs incompétents. On y perdrait même tout, car un travail mal fait est à refaire. Mais dans nos entrepri... ce, où l'art n'est pour rien, où il ne s'agit que d'égoûts, de dessèchement, de creusement de fossés ou de canaux, de construc... tions ou de réparations de quais d'après des plans imposés par la nature ou par la force des choses; dans nos travaux où il ne s'agit que de nettoyages de rues et d'ouvertures de rigoles, de distributions d'eau pour l'usage des habitants ou pour le besoin des pompes à incendie, on peut et l'on doit rechercher l'économie. En pareils cas, le système des contrats pour l'adjudication des travaux, après concurrence publique, est le meilleur de tous. Il épargnait à la ville des millions autrefois; pourquoi n'aurait-il pas le même effet aujourd'hui? M. Shaw paraît avoir retrouvé la supériorité de ce système puisqu'il le propose comme une des réformes à faire. Mais pourquoi M. Shaw a-t-il vu cela si tard? On s'il l'a vu plus tôt, pourquoi n'a-t-il pas tâché de le faire prévaloir dans la pratique? Si M. Shaw était franc, il répondrait: On n'a pas eu recours à l'adjudication publique des contrats, parce qu'on a voulu tripoter sur les travaux et s'enrichir aux dépens de la ville.

Quant au remboursement des taxes de licence, M. Shaw repousse cette demande avec beaucoup de raison et de logique. Le fait est qu'on n'est jamais venu qu'à pas se trouver pour Cour de justice assez outrageuses du droit pour déclarer ce remboursement obligatoire. Mais nous laissons pour un autre article ce sujet et bien d'autres dont il est question dans le rapport de M. Shaw, rapport qui sera précieux à consulter pour son concision. M. Shaw est un grand travailleur et un travailleur intelligent. Il a beaucoup fait; nous en regrettons d'autres mesures fâcheuses, mais en même temps plus dévoué que lui à une cause de réforme et d'accomplissement d'une question de vie ou de mort pour nous.

## NOUVELLES EUROPÉENNES.

Les journaux de Berlin annoncent la retraite de M. de Thile, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères de Prusse, et qui, dans ces dernières années, a souvent eu l'occasion de remplacer M. de Bismarck, dont il a été un des collaborateurs les plus distingués. M. de Thile se retire en raison de considérations de famille; il aurait été remplacé par M. de Balan, actuellement représentant de l'empire germanique à Bruxelles.

Il se tient [illegible] de [illegible] dans [illegible] trouve [illegible]

M. Thiers est décidé à n'aborder cette grosse question constitutionnelle que lorsqu'il aura traité avec la Prusse pour substituer aux garanties territoriales des garanties financières.

Quand l'évacuation sera complète, il y aura lieu de traiter cette question, dont la solution sera le dernier acte de l'Assemblée actuelle.

[illegible] [illegible] [illegible] [